

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Accord-cadre de fournitures

Fourniture de matériel audiovisuel pour l'Université Paris 8











Cahier des clauses particulières (CCP)

Accord-cadre n° 2025AF16

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	4
2.	OBJET DU CONTRAT.....	4
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
8.	LITIGE ET SANCTIONS	16
9.	FIN DU CONTRAT	21

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Fourniture de matériel audiovisuel
	Acheteur	Université Paris 8
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de fournitures
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Université Paris 8 (site principal) et l'ensemble de ses sites (IUT de Montreuil, IUT de Tremblay-en-France et CNIS d'Aubervilliers)
	Durée	24 Mois – 2 reconductions de 12 mois- Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 100$
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

Article 1. CONTEXTE DU CONTRAT





L'université Paris 8 dispense de nombreuses formations artistiques qui intègrent une part significative d'enseignements pratiques. La conduite de ces enseignements ainsi que leur validation exigent la mise à disposition de matériel audiovisuel, incluant des équipements de prise de vue, de prise de son et d'éclairage, à destination des enseignants et des étudiants.

Par ailleurs, l'université Paris 8 met en œuvre une politique de valorisation de ses activités, reposant principalement sur la réalisation de productions audiovisuelles. Les équipes techniques en charge de la création de ces productions doivent donc être dotées de matériel de tournage/captation image et son adapté.

Les typologies de matériel requises sont diversifiées, car elles dépendent, notamment au niveau des enseignements dispensés, de pratiques artistiques variées (cinéma, arts plastiques, photographie...), ainsi que de la nécessité d'adapter les outils proposés en fonction des niveaux d'études, permettant ainsi une gradation dans la pratique pédagogique et artistique.

Le Service de Création Audiovisuelle, le Service Communication et l'UFR Arts, Philosophie, Esthétique sont les principaux utilisateurs de ce type de matériel. Mais différentes composantes de l'université telles que les UFR (unité de formation et de recherche), laboratoires de recherche, autres services peuvent également être ponctuellement concernées par ce besoin.

Article 2. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

Article 3. OBJET DU CONTRAT

3.1. Description des prestations

3.1.1. Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Fourniture de matériel audiovisuel

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de matériel de captation et de diffusion audiovisuelle, et de matériel d'éclairage spécifique à la production audiovisuelle.

3.1.2. Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Université Paris 8 (site principal de Saint-Denis) et l'ensemble de ses sites (IUT de Montreuil, IUT de Tremblay-en-France et CITIES d'Aubervilliers)**.

Le site de Saint-Denis sera destinataire de 80 % des commandes.

3.1.3. Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. En cas d'absence de réponse à une sollicitation dans un délai 72h, ou en cas de refus exprès, le titulaire perd cette exclusivité.

L'université se réserve la possibilité de conclure en dehors du présent marché tout achat dont le montant estimatif est supérieur à 30 K€ HT.

3.1.4. Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement (AE, un AE par lot) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi, ainsi que les annexes éventuelles
- 2) Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi,
- 3) Les bordereaux des prix unitaires (BPU),
- 4) Le mémoire technique du titulaire,
- 5) Le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés de FCS publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021.

3.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Paris 8**, représenté par

Arnaud LAIMÉ

Président de l'Université.

Adresse et coordonnées :

Université Paris 8

2, Rue de la Liberté

Saint-Denis

93526 SAINT-DENIS cedex

Téléphone : 01 49 40 67 89

Courriel : service.marches@univ-paris8.fr

Site internet : <https://www.univ-paris8.fr>

3.2.1. Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Article 4. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

4.1.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Lot	Lot n° 1 : Matériel de captation (prise de vue, son) et de diffusion, et ses accessoires dédiés Montant estimatif annuel : 120 000,00 € HT Montant maximum : 720 000,00 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre
Lot	Lot n° 2 Matériel d'éclairage cinéma et photographique Montant estimatif annuel : 40 000,00 € HT Montant maximum 240 000,00 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre

4.1.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

4.1.3. Présentation des bons de commande :

L'accord-cadre s'exécute par émission de bons de commande, sur la base des tarifs fixés dans le BPU du marché ou selon les modalités d'établissement des prix des articles hors BPU; dans les conditions prévues dans le présent CCP.

Les bons de commande seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- Les références du présent accord-cadre, le numéro du lot,
- **Le numéro du bon de commande**,
- La description des prestations et/ou fournitures commandées,
- Les prix unitaires hors taxes, les quantités et le montant total TTC de la commande,
- Le lieu d'exécution,
- L'adresse de facturation.

Le titulaire a l'obligation de n'accepter que les bons de commande numérotés et signés électroniquement par les personnes habilitées à engager juridiquement l'Université, et s'engage également à n'accepter aucune commande téléphonique.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne qu'il a désignée à cet effet.

Article 5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

5.1.1. Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **24 mois** à compter de la notification du contrat.

5.1.2. Reconduction du contrat

Le contrat est reconductible tacitement deux fois 12 mois sauf décision contraire de l'université adressée au titulaire trois mois au moins avant la date anniversaire de la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande publique, le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

5.1.3. Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

5.1.4. Délai de remise des devis :

Les devis sont transmis au demandeur sous un délai de 72h. En cas d'urgence, précisée lors de la demande, ce délai est ramené à 48h.

5.1.5. Délai des bons de commande

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

La conclusion des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché.

La durée maximale d'exécution des bons de commande émis en fin de période de validité du marché est 1 mois.

Article 6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Prix du contrat

6.1.1. Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

6.1.2. Variation des prix :

Les prix du contrat sont **fermes la première année**. Ils sont ensuite **révisables**, à la hausse comme à la baisse, une fois par an, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est :

$$P = P_o \times [0.15 + 0.85 \times (I_o/I_m)]$$

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois M_o

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
001762135	Matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'information

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La révision s'effectue au maximum une fois par an, à la date anniversaire de la notification.

6.1.3. Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

Les informations relatives à la variation des prix est communiquée, au moins un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, au service facturier et au service des achats et des marchés par courriel aux adresses suivantes :

sfact@univ-paris8.fr

service.marches@univ-paris8.fr

Le titulaire joint à sa demande de révision le BPU actualisé en version Excel.

L'université dispose de 30 jours à compter de la réception de cette demande pour accepter ou refuser la révision.

La demande de révision intervenant hors des délais prescrits ne sera applicable que pour les factures émises après acceptation des nouveaux tarifs par l'université.

Passé un mois à compter de la date de réception des nouveaux tarifs, le silence de l'université vaudra acceptation des nouveaux tarifs.

6.1.4. Clause de sauvegarde :

En cas de hausse supérieure à 5 %, et par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, l'Université se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

6.1.5. Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.1.6. Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

6.1.7. TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

6.1.1. Rabais et remise :

Les prix de l'accord-cadre sont traités sur la base des taux de rabais ou de majorations appliqués au catalogue des tarifs en vigueur du titulaire.

6.1.2. Autres stipulations relatives aux prix de l'accord-cadre :

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage sur :

- Des prix préférentiels pour l'université sur les articles indiqués au bordereau des prix unitaires, joint en annexe financière. Il contient une liste d'articles commandés régulièrement et qui représente une part d'achat importante pour l'université. Les taux de remise prévus sur les produits référencés au BPU, sont fermes pendant toute la durée du marché.
- Un taux de remise minimal par rapport au prix de vente conseillé, au prix public ou au prix d'achat pour tous matériels correspondant au type de produits des points non présents au BPU.

Concernant la vérification de l'application du taux de remise minimal pour les produits hors BPU, le titulaire de l'accord-cadre devra communiquer sur demande soit le prix de vente conseillé, soit le prix public, soit le prix d'achat. A défaut de communication, la vérification du taux de remise sera réalisée à partir de la moyenne des prix de vente constaté chez 3 fournisseurs concurrents de produits audiovisuels.

6.2. Conditions de paiement

6.2.1. Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 20% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

6.2.2. Envoi des factures :

Les factures devront parvenir à l'université via la plateforme CHORUS PRO en renseignant les champs suivants :

- n° Siret : 199 318 270 000 14
- le numéro du marché ou de l'accord-cadre, et du lot le cas échéant,
- le numéro d'engagement (n° EJ-CDE ou EJ-ATT figurant sur la commande)
- le n° de code service figurant sur la commande.

Le défaut de saisie du n° d'EJ ou du code service dans Chorus entraînera le rejet de la facture.

6.2.3. Modalités de remboursement de l'avance :

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

6.2.4. Mode de règlement :

Le mode de règlement est le virement administratif.

6.2.5. Nantissement :

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R.2191-46 à R.2191-62, du code de la commande publique, sont désignés :

- comme ordonnateur : le président de l'université Paris 8
- comme comptable assignataire des paiements : l'agent comptable de l'université

Paris 8

- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'articles R2191-62 du code de la commande publique : l'agent comptable de l'université Paris 8.

6.2.6. Présentation des demandes de paiement :

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- Le numéro et l'objet du marché ou de l'accord-cadre,
- Le numéro du lot, le cas échéant,
- Le numéro de bon de commande (n° EJ),
- La date d'exécution des prestations,
- La nature des prestations exécutées,
- Les quantités, les prix unitaires ou forfaitaires,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant T.T.C
- La date et l'adresse de facturation Université Paris 8 Service facturier Boîte 76, 2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX

L'absence d'une mention obligatoire, et plus particulièrement le numéro du marché ou de l'accord-cadre et de commande (n° EJ) entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

6.2.7. Périodicité des paiements :

Les paiements interviennent à l'issue de l'admission des prestations.

6.2.8. Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte.

6.2.9. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Article 7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

7.1. Conditions de réalisation des prestations

7.1.1. Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG, les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

7.1.2. Lieux de livraison des prestations :

Les services et composantes de l'Université sont répartis sur les sites suivants :

- Site Saint-Denis : 2 rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis
- IUT de Montreuil : 140 rue Nouvelle France, 93100 Montreuil
- IUT de Tremblay : Rue de la Râperie, 93290 Tremblay
- CITIES : 14 Rue Waldeck Rochet, 93300 Aubervilliers

7.1.3. Modalités de livraison :

Sauf stipulation expresse exceptionnelle stipulée sur le bon de commande, les fournitures doivent être livrées au service de la Logistique de l'université.

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne obligatoirement d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat (n° du marché), le n° de la commande, l'identification du titulaire, la nature et les quantités des fournitures livrées.

Ce bon de livraison a valeur de pièce justificative de l'exécution des prestations pour le paiement de la facture correspondante.

7.1.4. Stockage des fournitures :

Le titulaire n'est pas tenu de stocker les fournitures après leur admission.

7.1.5. Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

7.2. Vérification des prestations

7.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

7.2.2. Opérations de vérification des fournitures :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Le délai de vérification est fixé à 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

7.2.3. Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande

7.3. Détail des prestations

7.3.1. Spécificités techniques

Les caractéristiques techniques figurent au bordereau des prix.

7.3.2. Matériels reconditionnés et/ou d'occasion

Le titulaire du marché aura la possibilité de proposer des équipements reconditionnés et/ou d'occasion à intégrer. Il s'agit d'une simple possibilité en fonction de la disponibilité de ces matériels au sein de son catalogue ou auprès d'un tiers fournisseur.

Ces équipements reconditionnés et/ou d'occasions ne pourront pas être vendus au prix figurant au BPU mais à un prix inférieur.

Ces équipements reconditionnés et d'occasions seront soumis aux mêmes obligations et garanties que les matériaux neufs intégrés.

7.4. Développement durable

7.4.1. Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Pour chacune de ces obligations, le titulaire sera amené à produire des justificatifs en cours d'exécution du marché, à la demande de l'acheteur et sous un délai de deux mois suivant sa demande.

Ces obligations sont les suivantes :

- a) L'ensemble des fournitures doit être conforme à la réglementation en vigueur, et répondre aux objectifs de développement durable fixés par l'Etat (NF) et l'Union européenne. Le titulaire doit respecter la directive européenne DEEE.
- b) Les colis doivent être réalisés avec des matériaux écoresponsables, écologiques et recyclables (cartons recyclés ; films biodégradables conçus à partir de matières biosourcées, sans OGM ; films bio-compostables fabriqués à partir de matières végétale). Les dimensions des colis doivent être adaptées leur contenu. Le suremballage est proscrit.
- c) Les livraisons clients doivent être optimisées en vue de limiter les émissions de CO2.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

7.4.2. Statistiques relatives aux achats de biens recyclés :

Statistiques des commandes :

Le titulaire devra fournir sur demande de l'université, au maximum tous les 6 mois, un état récapitulatif des commandes indiquant : la catégorie d'article, la référence et le descriptif de l'article, le prix unitaire et total, le service destinataire, la date de la commande.

Statistiques relatives aux achats de biens recyclés :

Conformément au Décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire est tenu de fournir les montants annuels commandés des produits issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, au moyen d'un tableau dont la forme est à l'initiative du titulaire.

Ce tableau sera transmis au service des achats et des marchés publics par courriel à l'adresse marches@univ-paris8.fr au plus tard chaque 31 janvier suivant la date d'exécution du contrat.

7.5. Autres stipulations

7.5.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix dans les conditions suivantes : une des parties au contrat peut saisir par courrier ou via PLACE l'autre partie en vue d'organiser une réunion de médiation. A la saisine, les parties organisent dans un délai maximum de 30 jours la réunion de médiation. Lors de cette réunion, les parties s'engagent à définir une procédure à suivre pour traiter la demande d'imprévision.

Le titulaire sera tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

7.5.2. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via

son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

Article 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligations courantes du titulaire

8.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

8.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

8.1.3. Obligation de vigilance :

Tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'université, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

8.1.4. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

8.1.5. Respect des principes de laïcité et de neutralité :

Le présent accord-cadre confie à ses titulaires l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les titulaires doivent prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce

service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent accord-cadre, les titulaires veillent à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles ils exercent une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'Université Paris 8 peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Les titulaires veillent à ce que cette prérogative leur soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque les titulaires méconnaissent les obligations susvisées, l'Université Paris 8 les met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'Université Paris 8 se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire définies dans le présent contrat, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

8.1.6. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8.1.7. Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

8.2. Obligations liées à la sécurité

8.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Article 9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 100$. Avec : P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard
Retard de la remise des devis	50,00 € par occurrence
Défaut d'application du taux de remise prévu au BPU	5% du montant de chacun des articles concernés par constat
Défaut dans les consignes de livraison	Défaut dans les consignes de livraison prévue au contrat 50,00 € forfaitaire
Non-respect clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire 50,00 € forfaitaires par occurrence
Retard de remise de documents	Retard de remise des statistiques prévu par l'article 6.3.2. du présent CCP 50,00 € forfaitaires par jour de retard
Non respect de toute autre obligation prévue au présent CCP	50,00 € par manquement

9.2. Autres stipulations

9.2.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet (dans un délai de (15) quinze jours), ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par

l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.2.2. Pénalités pour retard – observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

9.2.3. Pénalités pour retard – seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

9.2.4. Règlement des différends :

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en français. Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

9.2.5. Régime des pénalités :

Toutes ces pénalités sont cumulables ; dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte serait prise en considération.

Ces pénalités, non soumises à la T.V.A., sont déduites du montant de la facture TTC ; elles sont précomptées par ordre de préférence sur la facture correspondant à la prestation ou les factures de l'accord-cadre ou du marché. Elles pourront être appliquées sans mise en demeure préalable.

9.2.6. Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet (sous couvert d'un préavis minimum de (15) quinze jours) pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

9.2.7. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Montreuil
7, Rue Catherine Puig
93558 Montreuil

Téléphone : 01 49 20 20 00

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Site internet : <https://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Article 10. FIN DU CONTRAT

10.1.1. Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

10.1.2. Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

10.1.3. Résiliation pour révision des prix :

L'université Paris 8 peut résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG/FCS sous couvert d'un préavis minimum d'un (1) mois notamment si la révision des prix conduisait à une augmentation annuelle supérieure à celle prévue à l'article 6.1.3. du présent CCAP.

10.1.4. Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges,

l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

10.1.5. Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

10.1.6. Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de **3 jours ouvrés** pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4 du CCAG

La rubrique *Emballage* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 20.2.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)